



La quinzaine nordique

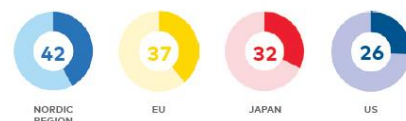
© DG Trésor

N° 142 du 27 octobre 2017

Pays Nordiques

Pression fiscale. Les prélèvements obligatoires des pays nordiques sont globalement orientés à la baisse depuis l'an 2000 (notamment en Suède) mais la pression fiscale générale des pays de la zone reste élevée en moyenne dans un contexte international comme le montre le graphique ci-contre du Conseil nordique, portant sur des chiffres de 2016. Le poids des prélèvements obligatoires y représente 42% du PIB, soit 5 points de plus que dans l'Union européenne.

Taxes
% of GDP



Régime de retraite. Selon le dernier classement du consultant international Mercer et de l'Australian centre for financial studies, c'est le Danemark qui aurait « le meilleur » système de retraite des 24 pays étudiés, devant les Pays-Bas et l'Australie. Les pays nordiques sont dans l'ensemble bien placés avec la Norvège, la Finlande et la Suède classés du 4^{ème} au 6^{ème} rang. Le classement repose sur une série d'indicateurs qui cherchent notamment à mesurer la soutenabilité et la viabilité des systèmes en vigueur, la clarté et la compréhension des règles (régime harmonisé ou non, existence de niches) et la situation financière des futurs retraités, à savoir s'ils ont suffisamment de revenus une fois à la retraite. Pour chaque pays un score allant de « E » (système insatisfaisant) à « A » (système particulièrement solide) est attribué. Le Danemark est le seul pays nordique obtenant un « A ».



Source : La Tribune

Postnord. La poste suédo-danoise, résultat de la fusion des anciens monopoles des deux pays, va bénéficier d'un apport de capital de ses deux actionnaires, l'Etat suédois (60% du capital) et l'Etat danois (40%), à hauteur de 2,2 Mds de SEK (230 M€). L'Etat danois versera 1 533 MSEK (161 M€) pour financer le plan social de la branche postale danoise qui est dans le rouge. Parallèlement, la Suède et le Danemark apporteront chacun respectivement 267 MSEK (28 M€) et 400 MSEK (41 M€) pour renforcer le capital de Postnord et lui permettre d'accélérer sa modernisation. La Commission européenne devra au préalable donner son accord pour cette recapitalisation.

Danemark

Emploi. Depuis 2010, le nombre d'emplois informatiques non pourvus par manque de main-d'œuvre qualifiée a augmenté de 130% pour s'élever aujourd'hui à 3 600 emplois. Selon le cluster informatique *BrainBusiness*, c'est un problème qui va s'amplifier et qui obère la croissance des entreprises. Une enquête menée par l'organisation *IT-Branchen* auprès de plusieurs entreprises informatiques au Danemark montre également l'ampleur du problème : une entreprise sur trois a dû renoncer à pourvoir un poste informatique l'an passé et plus d'une entreprise sur quatre a dû refuser des commandes à cause du manque de main-d'œuvre, alors que d'autres (59%) ont été obligées de reporter des projets de développement de produit et d'innovation.



Arla. Les exportations d'Arla vers la Chine devraient prochainement croître de manière soutenue (de DKK 417 M (55 M€) en 2016 à DKK 672 M (90 M€) en 2017, soit une croissance de plus 60%). En effet, les coopératives danoises ont considérablement augmenté la production de lait biologique ces derniers mois, et Arla prévoit que le marché chinois sera preneur d'au moins 75% de cette production supplémentaire (170 millions de litres sur une année complète) en 2018. La production supplémentaire de lait biologique sera utilisée pour faire de la poudre de lait, de sorte que l'entreprise prévoit d'augmenter ses exportations de poudre de lait vers la Chine de 5-7 millions de kg par an.

Fonds de pension. A la poursuite de rendements plus élevés, les fonds de pension danois augmentent de plus en plus leur part d'investissements alternatifs (tels que des actions ou prêts non cotés, des investissements dans l'agriculture ou l'infrastructure ou encore des *hedge funds*). Une enquête réalisée par le journal *Børsen* auprès des dix plus grands fonds de pension au Danemark montre que les grands fonds ont investi dans des *alternatives* pour un total de DKK 275 Mds (37 Mds€), contre DKK 137 Mds (18 Mds€) en 2013, et qu'ils prévoient que ce montant augmentera de plus de DKK 120 Mds (16 Mds€) d'ici 2022. Le rapport de l'Autorité de supervision financière (*Finanstilsynet*) en 2016 montre également que de 2012 à 2016, la part des investissements alternatifs a augmenté de 7% pour atteindre près de 10% de l'ensemble des investissements des fonds. Cette tendance inquiète l'Autorité de supervision, qui craint, entre autres, que les fonds de pensions n'aient pas les compétences nécessaires pour effectuer ces investissements alternatifs.

Finlande

Climat. Le gouvernement finlandais a annoncé sa participation à hauteur de 114 M€ à un fonds-climat lancé conjointement avec la Société Financière Internationale (Groupe Banque mondiale). Ce fonds doit permettre d'investir dans des projets environnementaux portés par des entrepreneurs privés de pays en voie de développement. Parmi les initiatives éligibles figurent les projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et d'utilisation durable des terres et des forêts. L'aide sera apportée sous la forme de prêts, d'apports de capitaux ou bien de garanties.

Supervision financière. Le ministère des Finances finlandais envisage la mise en place d'un mécanisme de sécurité temporaire durcissant les exigences de fonds propres du secteur bancaire, en cas d'apparition de risques jugés « systémiques ». Dans un tel cas de figure, l'autorité de supervision finlandaise FIN-FSA pourrait en effet exiger des banques présentes sur le territoire la mise en place d'un coussin de sécurité supplémentaire, estimé entre 1% et 5% des capitaux propres. Un projet de loi doit être prochainement présenté au Parlement, pour une adoption prévue début 2018. Pour mémoire, Nordea, seule banque systémique mondiale de la zone nordique, a récemment annoncé le transfert de son siège de Stockholm à Helsinki.

Nokia. L'entreprise finlandaise de télécommunications Nokia a annoncé la suppression de 310 postes, dont près de 200 en Finlande. Seront principalement concernés les employés de sites de production d'infrastructures réseau, alors que Nokia prévoit la réorientation progressive de son activité vers les nouvelles technologies, portées par la branche Nokia Technologie. Plus précisément, Nokia a annoncé vouloir se concentrer sur le développement des nouvelles technologies de la santé et de la réalité virtuelle.

Réforme des transports. Le gouvernement finlandais a présenté la deuxième étape de la réforme des transports initiée fin 2016. Après une première loi adoptée en mai dernier qui organise l'accès aux données en matière de transport et favorise le développement de nouveaux services de mobilité, un projet de loi présenté au Parlement le 19 octobre dernier concerne la simplification et l'harmonisation des différentes réglementations s'agissant des certifications et des qualifications professionnelles. Le rôle de Trafi, l'agence finlandaise de la sécurité des transports, sera aussi renforcé, notamment s'agissant de la délivrance de licences aux opérateurs des transports aériens, maritimes et terrestres. De plus, la numérisation des services de transport et l'accès aux données devraient encore être facilités, notamment par la jonction virtuelle de l'ensemble des fichiers relatifs aux transports dont disposent les autorités publiques et l'ouverture de l'accès à ce fichier unique, nonobstant la protection des données individuelles.

Négociations salariales. La presse finlandaise s'est récemment fait l'écho des difficultés rencontrées dans les négociations actuelles entre syndicats et patronat concernant l'évolution des salaires en 2018. Alors que la plupart des syndicats de salariés demandent une augmentation des rémunérations suite à l'amélioration des perspectives économiques, le patronat met en garde contre toute hausse qui remettrait en cause les bénéfices de la modération salariale des récentes années. Le recours à la grève ne serait pas écarté, notamment dans le secteur du bois-papier.

Consentement à l'impôt. Selon une enquête réalisée par l'Institut IROResearch pour le compte de la direction des impôts finlandaise, 79% des Finlandais déclarent payer volontiers leurs impôts, en augmentation de 10 points par rapport à 2013. Pour mémoire, le paiement de l'impôt sur le revenu en Finlande s'exerce principalement par retenue à la source. De plus, 52 % des personnes ayant répondu à l'enquête se déclareraient prêts à payer davantage d'impôts sur les sujets qui leur importent.

Islande

Elections législatives. Les élections législatives anticipées islandaises auront lieu le samedi 28 octobre. Un dernier sondage d'opinion réalisé par MMR et publié le 23 octobre place le Parti de l'Indépendance en tête avec 22,9 % des intentions de vote, devançant la gauche verte qui obtient 19,9%, l'Alliance sociale-démocrate et le Parti centriste respectivement crédités de 13,5% et 12,3% des intentions de vote. Le Parti des Pirates continue à perdre de ses soutiens par rapport aux sondages précédents (9,3%) tandis que le parti à l'origine de la dissolution de la coalition gouvernementale, Avenir Radieux, chute dans les sondages avec seulement 1,8% des intentions de vote, en-dessous de la barre minimum des 5% qui lui permettrait d'être représenté au Parlement.

Dette publique. Le ministère des Finances islandais a annoncé cette semaine le rachat anticipé d'obligations souveraines pour un montant de 31 M\$ (taux de 5,875% à maturité en 2022). Cette opération s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à réduire la charge des intérêts de la dette publique, après plusieurs transactions similaires enregistrées déjà au printemps.

Environnement (1). L'entreprise publique islandaise de distribution d'électricité, *Orkuveita Reykjavíkur*, a inauguré le 12 octobre le projet CarbFix2 qui est le premier extracteur de dioxyde de carbone au monde absorbant directement le CO₂ contenu dans l'atmosphère et le réinjectant sous terre dans des roches basaltiques. Il se situe près de la centrale géothermique d'Hellisheidi dans la péninsule située au sud de Reykjavik. L'équipe de chercheurs dirigeant le projet estime qu'il pourra absorber 50 tonnes de carbone par an. Fondé en 2007 par l'entreprise publique *Orkuveita Reykjavíkur*, l'Université d'Islande, le CNRS et l'université de Columbia, le projet CarbFix fut, dans un premier temps, un projet expérimental de captage et de stockage de CO₂. Le succès de la première phase a permis de développer un projet économiquement viable dans deuxième phase, qui a bénéficié d'un financement du programme européen pour la recherche et l'innovation Horizon 2020.

Environnement (2). Selon le dernier rapport publié par l'agence islandaise pour l'environnement *Umhverfisstofnun*, l'Islande risque de dépasser le plafond d'émissions autorisées dans le cadre du protocole de Kyoto sur la période de 2013 à 2020. Le surplus serait de 3,6 millions de tonnes de carbone. Selon l'agence, la forte augmentation des émissions de CO₂ en Islande est en grande partie due à l'explosion du tourisme qui s'est traduite par une hausse des émissions dans le secteur de la construction et des transports, mais aussi en raison des résultats plus faibles que prévus de la stratégie de captage de carbone par le reboisement et la conservation du sol mise en place par les autorités islandaises.

Norvège

Projet de Budget 2018. Le gouvernement a présenté le 12 octobre son projet de budget pour 2018. S'appuyant sur la reprise de la croissance, il poursuit la politique qu'il a conduite lors de la mandature précédente, fondée sur une diminution de la pression fiscale sur les entreprises et un soutien à l'innovation, afin de favoriser la transition vers une économie moins dépendante du secteur des hydrocarbures. Il continue à avoir massivement recours au Fonds de pension, quasiment au niveau maximal de prélèvement fixé à 3%. Quelques mesures devraient faire l'objet d'un débat, notamment la fin de l'exemption de certaines taxes pour les véhicules électriques les plus lourds. L'absence de soutien fort au projet CCS est une surprise. Toutefois, les débats parlementaires pourraient faire évoluer sensiblement ce projet de budget, d'autant plus que le Gouvernement, minoritaire au Storting, risque d'être contraint d'accepter de nombreux amendements pour faire adopter son projet.

Excédent commercial. L'excédent commercial de la Norvège a presque triplé en septembre sur un an, porté par le rebond des exportations d'hydrocarbures. L'excédent ressort à 9,2 Mds NOK (985,5 M€), en hausse de 185% par rapport à septembre 2016. Les exportations ont augmenté de 11,2%, tirées par le redressement du prix du pétrole et des volumes de gaz naturel exportés, alors que les importations sont restées stables (+0,9%) sur cette période. Sur les neuf premiers mois de l'année, l'excédent commercial s'élève à 126,5 Mds NOK (13,4 Mds€), en hausse de 41,8% par rapport à 2016. Hors hydrocarbures, la balance commerciale est déficitaire de 20,1 Mds NOK (2,1 Mds€) en septembre et de 166,1 Mds NOK (17,7 Mds€) depuis le début de l'année.

Pétrole. La production pétrolière de la Norvège a sensiblement reculé en septembre à cause de travaux de maintenance sur certains gisements. Selon une estimation encore provisoire, le pays a extrait 1,439 million de barils par jour (Mbj) contre 1,560 Mbj en août. Si cela constitue une hausse de 3,6% sur un an, c'est 11% de moins que les projections officielles de la Direction norvégienne du pétrole.

Fonds EEE. L'ancien Ministre des affaires européennes, Frank Bakke-Jensen (devenu le 20 octobre ministre de la Défense), a annoncé mi-octobre que la Norvège et la Pologne étaient parvenues à un accord au sujet du fonds de l'Espace Economique Européen. A travers ce fonds, la Norvège apporte son aide financière à plusieurs pays européens, dont la Pologne, mais elle refusait que la gestion de l'aide soit transférée directement au gouvernement polonais. Les deux pays ont convenu que les organes de redistribution des aides seraient choisis d'un commun accord,



et que la Norvège aurait le dernier mot en cas de différend. Les négociations avec la Hongrie, autre pays bénéficiaire du fonds, bloquées pour la même raison, sont quant à elles toujours au point mort.

Véhicules électriques. Les recettes fiscales liées aux véhicules sont passées de 70 Mds NOK (7,4 Mds€) en 2007 à 44 Mds NOK (4,7 Mds€) aujourd'hui. Cette baisse s'explique par le succès des incitations à l'achat de véhicules électriques : l'achat d'un véhicule de ce type permet d'obtenir d'importants avantages fiscaux. Les véhicules électriques constituent désormais 50% des immatriculations de voitures neuves, ce qui a pour conséquence directe de réduire les recettes fiscales liées aux achats de véhicules.

Suède

Croissance. La croissance suédoise reste dynamique depuis de nombreuses années avec une population qui a passé le seuil des 10 millions en début d'année pour atteindre 10,1 millions d'habitants fin août. En 2016 le nombre d'habitants a augmenté de 1,4% (+146 000 personnes). La croissance du PIB sera de l'ordre de 2,8% en 2017 selon l'Institut de la Conjoncture (KI) soit 1,4% par habitant. Pour 2018, les prévisions des croissances sont de 2,7% et 1,6% par habitant.

Taux de change. Au cours des 9 premiers mois de l'année 2017, le taux de change moyen de la couronne par rapport à l'euro a été de 9,58 SEK/€, avec un intervalle de variation compris entre 9,42 et 9,79 depuis le début de l'année. Le taux de change annuel moyen était de 9,36 SEK/€ en 2015 et de 9,47 SEK/€ en 2016.

Finance verte. Selon une étude menée par HSBC, la France se classe au 3ème rang mondial en matière d'émission d'obligations vertes depuis 2005 (32 Mds\$), juste derrière la Chine, alors que les États-Unis sont numéro un à plus de 40 Mds\$. La Suède se situe quant à elle au 6ème rang (10 Mds\$). Sur l'année 2017, la France devrait être 1ère (17 Mds\$, devant la Chine) grâce à son émission d'obligation verte souveraine (OAT).

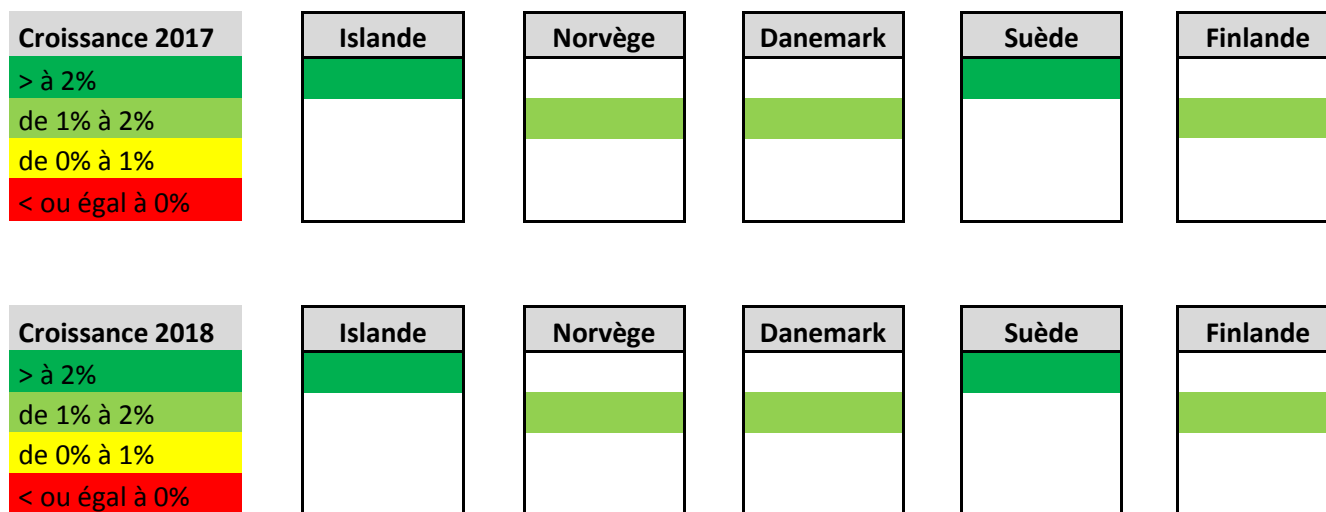
Nordea. La première banque de la zone nordique a annoncé cette semaine 6 000 suppressions d'emplois à venir afin d'« assurer [la] compétitivité de long terme » du groupe, selon son PDG, Casper von Koskull. Le plan social concernerait plus précisément 2 000 postes de consultants et 4 000 salariés de la banque, ce qui représente 13% des effectifs totaux de Nordea. Cette annonce intervient après la publication de résultats décevants au 3ème trimestre avec une contraction de 6% de son bénéfice et un produit net bancaire en baisse de 4% à 2,4 Mds€.

Volvo. Le groupe suédois a finalement décidé de renoncer à son projet de vente de sa branche défense « governmental sales » en dépit de l'intérêt manifesté par le groupe belge CMI et le franco-allemand KNDS (Krauss-Maffei Nexter Defense System). Le carnet de commande de cette activité serait à nouveau en forte hausse et les offres reçues ne reflèteraient pas, selon Volvo, sa valeur réelle. Selon la presse suédoise, les offres remises étaient inférieures à 500 M€ alors que le conseiller financier de Volvo, la banque d'affaires Rothschild, en avait estimé la valeur à 700M€. Pour mémoire, la branche « Governmental sales » développe et commercialise des véhicules blindés pour les forces armées ou ONG actives dans des pays à risque. Cette activité ne représente que 1,5% du chiffre d'affaires du groupe Volvo AB et la majorité des effectifs (1 300 emplois) sont basés en France puisque le cœur de la production est lié à la reprise de Renault Trucks Défense par Volvo en 2001, avec les trois marques RTD, Acmat et Panhard.

Batteries électriques. Le projet suédois North Volt, d'un coût total de 4 Mds€, entre dans une nouvelle phase suite à l'annonce du choix du site de la « gigafactory » dans le nord de la Suède à Skellefteå (200 km au sud du cercle polaire arctique). Ce site a été choisi en raison de l'accès facilité à l'électricité des grands barrages hydroélectriques. A terme, il pourrait produire 1,6 milliard de batteries par an (32 GWh, 2 500 employés) et pourrait devenir la 1ère gigafactory européenne de batterie. L'autre site du projet sera situé à Västerås au nord-ouest de Stockholm et hébergera le centre de recherche et un projet pilote (300-400 employés).

Investissement. Les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) investissent en Suède. Après que Facebook a installé son plus gros Datacenter européen à Luleå dans le nord de la Suède en 2014 pour bénéficier du « climat polaire », Amazon Webb services a opté début 2017 pour l'installation de trois datacenters dans la région du Lac Mälaren à proximité de Stockholm (Katrineholm, Eskilstuna et Västerås). Google vient de leur emboîter le pas en annonçant l'acquisition de 109 hectares de forêts dans la commune d'Avesta. Enfin, Tim Cook, le PDG d'Apple s'est rendu en Suède également en octobre, notamment pour visiter les installations du papetier Iggesund Paperboard (groupe Holmen) qui fabrique du carton en fibre et des emballages durables, notamment pour des produits comme l'iPad, depuis près de 10 ans.

Accord entre Devs et Didi. Devs, entreprise suédoise ayant succédé à Saab en 2012, a annoncé le 25 octobre 2017 la signature d'un accord avec Didi, compagnie chinoise de VTC. Cette dernière revendique 400 millions d'utilisateurs et a racheté les activités de Uber Chine en 2016. Après avoir produit les derniers modèles Saab entre 2013 et 2014, Devs s'est réorienté vers la production de voitures électriques grâce à l'appui de capitaux chinois. L'accord fait suite à une déclaration d'intention en date de juin 2017. Il prévoit la construction d'une usine de production en Chine qui devrait alimenter les besoins de Didi, estimés à 1 million de véhicules électriques.


1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques


Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	1,5	1,7	2,9	2,1	2,0	2,5	3,1	2,5	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	2,1	1,7	1,5	1,1	3,2	2,7	5,2	3,3
Institut stat./conj****	2,1	2,1	2,9	2,0	1,5	1,9	2,8	2,7	6,0	3,3
Commission*	1,7	1,8	1,3	1,7	1,4	1,6	2,6	2,2	4,4	2,8
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	1,6	2,1	2,0	1,5	1,3	1,5	2,7	2,3	5,3	2,6
SEB	2,3	2,4	2,5	2,2	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2017)

** World Economic Outlook (avril 2017)

*** Perspectives économiques (juin 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,8	-1,2	5,0	3,9	1,0	1,0	-	-
Commission*	-1,3	-0,9	-2,2	-1,8	3,6	4,0	0,4	0,7	0,7	0,4
FMI**	-1,0	-0,1	-1,4	-1,2	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-0,8	-0,4	-1,7	-1,4	4,1	4,5	1,0	1,0	0,9	1,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	37,6	36,7	62,5	61,9	-	-	39,5	37,3	-	-
Commission*	36,7	36,0	65,5	66,2	32,5	30,8	39,1	37,0	41,9	38,5
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
inflation (IPCH)*	1,4	1,7	1,0	1,2	2,1	2,0	1,4	1,4	2,6	3,3
cons. privée*	1,9	1,9	1,1	1,4	1,7	1,8	2,1	2,4	5,9	4,3
chômage (BIT)*	5,8	5,7	8,6	8,2	4,0	3,6	6,6	6,6	3,0	3,1

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2017)

** *World Economic Outlook* (avril/octobre 2017)

*** *Perspectives économiques* (juin 2017)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

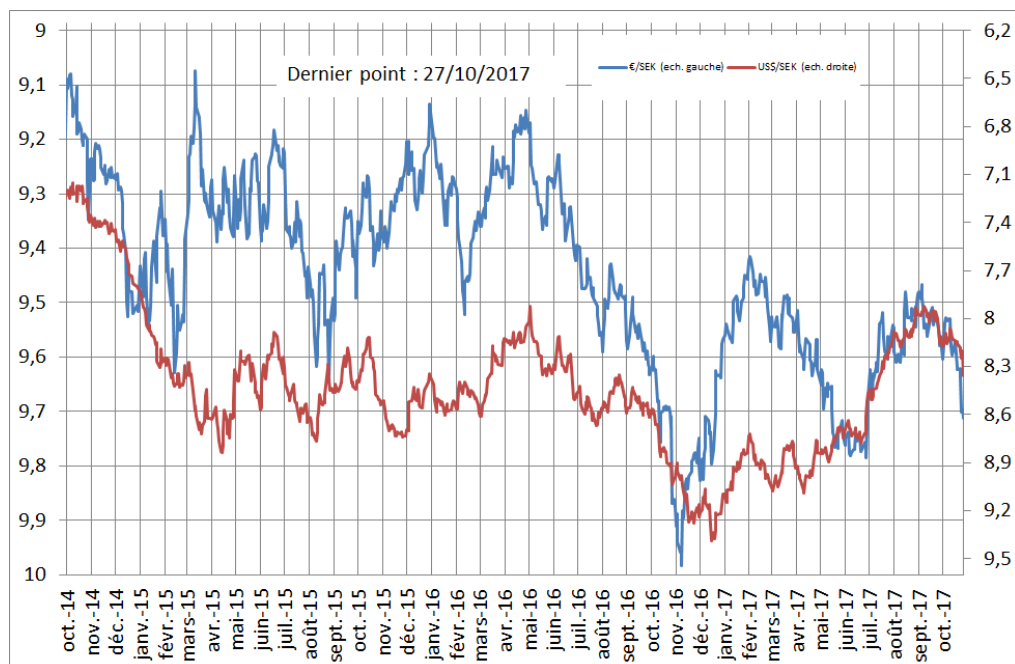
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

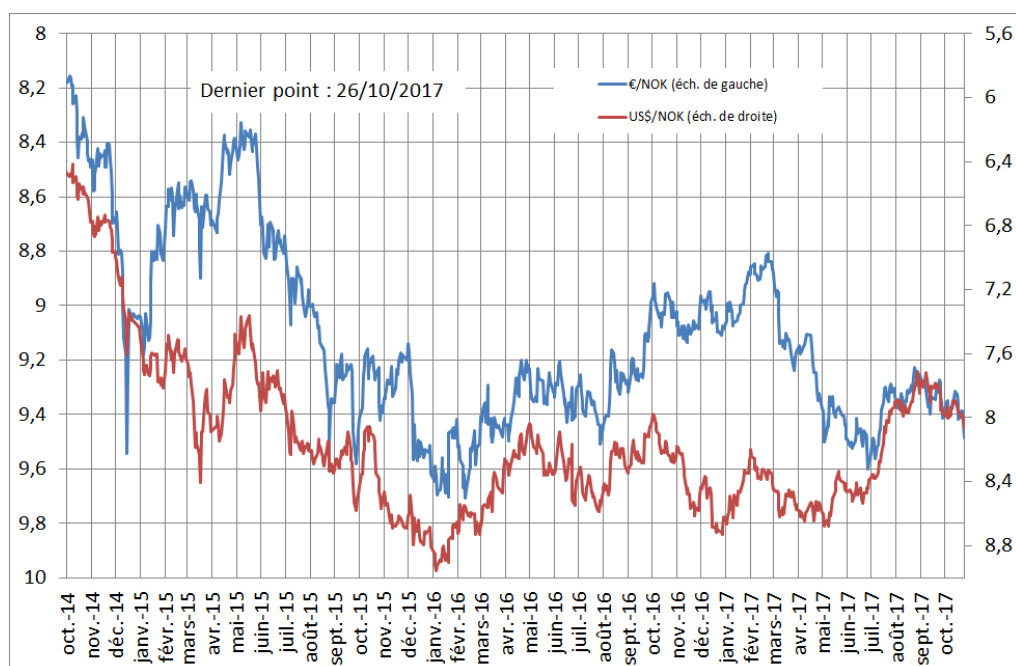


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).